**Modèle d’arrêté**

***Portant nomination et (le cas échéant) intégration d’un fonctionnaire intercommunal titulaire à temps non complet***

🕬 Les mots inscrits en italique et cet encadré doivent faire l’objet d’un choix et/ou être enlevés dans la version définitive de l’arrêté.

*Logo ou blason de la collectivité territoriale ou de l’établissement public*

*Nom du département*

*Nom de l’arrondissement*

*Nom de la collectivité territoriale ou de l’établissement public*

**Arrêté n°20***…* **-** **…** *(n° d’ordre)*

**portant nomination et** *(le cas échéant)* **intégration de**

*Madame ou Monsieur* **…** *(prénom et NOM de l’agent)*

*Le-La Maire-Président-Présidente de* … *(nom de la collectivité territoriale ou de l’établissement public sauf si vous inscrivez ce nom en haut à gauche),*

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment son article[[1]](#footnote-1) …,

Vu le Code général de la fonction publique, notamment ses articles L.613-1 à L.613-7,

**Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, notamment son article 1,**

Vu le décret n°91-298 du 20 mars 1991 modifié portant dispositions statutaires applicables aux fonctionnaires territoriaux nommés dans des emplois permanents à temps non complet,

Vu le décret n° … du … portant statut particulier du cadre d’emplois des … *(dénomination du cadre d’emplois de l’agent),*

*Si l’agent relève d’un second cadre d’emplois, il convient de mentionner les références du décret portant statut particulier de ce second cadre d’emplois.*

Vu la délibération n° … en date du … créant un emploi permanent à temps non complet de … *(dénomination de l’emploi)*, à raison de …/35ème,

Vu la déclaration de vacance *(ou de création)* d’emploi effectuée auprès du Centre de gestion,

Vu l’arrêté n° … en date du … classant *Madame ou Monsieur … (prénom et nom de l’agent)* au … *(nombre)* échelon du grade de … *(dénomination du grade)*, indice brut … (nombre), indice majoré … *(nombre)*, avec une ancienneté conservée de … *(durée)*,

*Si l’agent relève d’un second cadre d’emplois, il convient de mentionner les références de l’arrêté portant classement dans ce second cadre d’emplois.*

Considérant la candidature retenue de *Madame ou Monsieur … (prénom et nom de l’agent),*

Considérant que *Madame ou Monsieur … (prénom et nom de l’agent)* occupe un autre emploi permanent à temps non complet de … *(dénomination de l’emploi)* auprès de … *(dénomination de la collectivité territoriale ou de l’établissement)* à … *(nombre)*/35ème, ; *le cas échéant, si l’agent occupe encore d’autres emplois, il convient de les indiquer à la suite*

Considérant que le cumul d’emplois permanents à temps non complet ne peut excéder plus de 15% de la durée afférente à un emploi à temps complet,

**ARRÊTE**

**Article 1 :**

*Madame ou Monsieur … (prénom et nom de l’agent)* est nommé par voie de … *(mutation ou détachement)* à compter du … *(date d’effet de la mutation ou du détachement)*

**Article 2 :**

*Madame ou Monsieur … (prénom et nom de l’agent)* est classé(e) au … *(nombre)* échelon du grade de … *(dénomination du grade)*, indice brut … (nombre), indice majoré … *(nombre)*, avec une ancienneté conservée de … *(durée)*,

*(Le cas échéant, pour les fonctionnaires dont la durée de travail hebdomadaire cumulée de leur(s) emplois est au moins égale au mi-temps)* **Article 3 :**

*Madame ou Monsieur … (prénom et nom de l’agent)* est intégré*(e)* dans le cadre d’emplois des … *(dénomination du cadre d’emplois).*

**Article 4 :**

*Madame ou Monsieur … (prénom et nom de l’agent)* est rattaché(e) au régime général de la Sécurité sociale et affilié*(e)* à l’Ircantec *(fonctionnaires dont la durée hebdomadaire de travail cumulée est inférieure à 28h hebdomadaires).*

OU

*Madame ou Monsieur … (prénom et nom de l’agent)* est rattaché(e) au régime spécial de la Sécurité sociale des fonctionnaires et affilié*(e)* à la CNRACL *(fonctionnaires dont la durée hebdomadaire de travail cumulée est égale ou supérieure à 28h hebdomadaires).*

**Article 5 :**

*Le Directeur général des services ou La secrétaire de mairie* est *chargé(e)* de l’exécution du présent arrêté.

**Article 6 :**

Une ampliation sera adressée *au Président/ à la Présidente* du Centre départemental de gestion de la fonction publique territoriale du Loiret et au comptable principal de … (*nom de la collectivité territoriale ou de l’établissement public*).

**Article 7 :**

Le présent arrêté peut faire l’objet d’un recours gracieux auprès du *Maire de la commune* *OU du Président/ de la Présidente de … (dénomination de la collectivité territoriale ou de l’établissement public concerné)* et/ou d’un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif d’Orléans, situé 28 rue de la Bretonnerie, 45057 Orléans dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Le tribunal administratif peut être saisi par l’application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet http://telerecours.fr

*Monsieur ou Madame le* *Maire-Président/Présidente* certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire du présent arrêté.

*Le-la* *Maire-Président/Présidente*

*Prénom NOM*

Fait à … *(nom de la commune ou de la commune siège de la collectivité territoriale ou de l’établissement public)*

Le … *(date)*

Notifié le … *(date)*

Signature de l’agent :

Transmis au Représentant de l’État le :…*(date)*

1. *L.2122-18 (commune) ou L.3221-3 (département) ou L.4231-3 (région) ou L.5211-9 (intercommunalité)* [↑](#footnote-ref-1)